

Paris, le 25 septembre 2015

**A l'attention des Maires d'Ile-de-France**

Nos réf. : SB/SRO/LV/2015-152

Madame le Maire, Monsieur le Maire,

La journée du 19 septembre fut une journée inédite dans l'histoire des communes de France. Après plus de 17 000 motions votées par les conseils municipaux contre la baisse des dotations, c'est désormais 60% de la population qui soutient notre mouvement. Grâce à ce rassemblement, l'opinion publique a pris conscience de l'urgence de la situation. Néanmoins, nous ne pouvons pas nous arrêter là, cette manifestation n'est que le début d'un long combat.

Alors que le bloc communal ne représente que 4,5 % de la dette publique de la France, l'Etat lui fait supporter, en trois ans seulement, plus de 10% des 50 milliards d'euros de baisse de la dépense publique prévue par le « Pacte de Responsabilité et de Solidarité » du Gouvernement.

Cette baisse brutale des dotations a de lourdes conséquences pour nos administrés. Les municipalités ne vont avoir pour alternative que d'augmenter la fiscalité ou de diminuer, voire de supprimer, des services à la population.

Dans ce cadre, le travail de pédagogie auprès de nos administrés doit être poursuivi, notamment en rappelant que des services publics, tels que la cantine, le périscolaire ou encore la police municipale ne sont pas obligatoires. Nous les mettons en place car nous répondons à la demande des habitants. Or, en diminuant les subventions étatiques, l'Etat ne fait que dégrader le lien social et renforcer la méfiance des citoyens pour le politique.

L'année qui s'annonce sera donc rude. Nous devons rester mobilisés, au-delà des tendances partisans, car la cause que nous défendons relève de l'intérêt général, du bien-être des populations, mais aussi de leur attachement à une identité et à une histoire.

Face à cet élan, l'Etat devra entendre cette « cause commune » et faire en sorte que la contribution des collectivités locales à la réduction des déficits se fasse dans des conditions acceptables.

Je vous prie de croire, Madame le Maire, Monsieur le Maire, à l'expression de mes cordiales salutations.

Le Président,



**Stéphane BEAUDET**  
Maire de Courcouronnes  
Conseiller Régional d'Ile-de-France